

Le syndicat appelle à la grève au sein de l'OEB, pour la première fois depuis que le président António Campinos est entré en fonction

Blogueur Kluwer Patent/24 mai 2019/11 commentaires

Le syndicat USOEB a appelé à la grève sur tous les sites de l'OEB lors de la prochaine réunion du Conseil administratif qui se tiendra durant le mois de juin.



« Près d'un an après l'arrivée de M. Campinos à la présidence de l'OEB, nous constatons avec regret que la situation sociale ne s'est pas améliorée, et qu'aucune des causes profondes des nombreux problèmes qui troublent notre organisation n'a été abordée. L'administration de Battistelli et ses politiques dirigées à l'encontre du personnel sont toujours en place. La situation au sein de l'OEB est plus toxique que jamais, comme en témoignent également les désastreux résultats du récent sondage mené auprès du personnel ainsi que la détérioration de la santé des travailleurs. Les raisons du mécontentement sont très nombreuses », a déclaré l'USOEB dans une lettre adressée au président Campinos la semaine dernière.

L'USOEB revendique ce qui suit :

- « 1. Un règlement équitable pour tous les fonctionnaires de l'USOEB/représentants du personnel qui ont été abusivement sanctionnés par l'administration de Battistelli ;
2. Un rapport honnête, au lieu de dévaloriser artificiellement plusieurs centaines de collègues avec des « *nettement inférieur aux attentes* » ;
3. Le respect du personnel au lieu de menaces de procédures d'incompétence ;
4. Une évolution de carrière équitable pour tout le monde, sans arbitraire managérial ;
5. Une gestion axée sur les personnes, au lieu d'une gestion par la peur ;
6. Une évaluation honnête de la situation financière de l'OEB, sans réforme des retraites basée sur une étude fortement biaisée ;
7. Un ajustement équitable des salaires et des retraites pour les années à venir, sans érosion du pouvoir d'achat ».

L'appel à la grève est le premier depuis que le président António Campinos est entré en fonction en juillet 2018. Au cours des six derniers mois, il est déjà devenu évident qu'António Campinos n'a pas eu la capacité ou la volonté de prendre des mesures pour changer le lamentable climat social régnant au sein de l'OEB, héritage de l'ancien président de l'OEB Benoît Battistelli.

L'USOEB s'est également adressée à ses propres membres : « Il semble clair à présent que notre nouveau président n'a pas l'intention de résoudre les problèmes générés par son

prédécesseur. Pire encore, M. Campinos entend même poursuivre les catastrophiques politiques RH mises en place par M. Battistelli. Nous avons déjà assisté à la mise en œuvre d'une politique de contrats de 5 ans pour tous les nouveaux arrivants, ainsi qu'à la pire série de rapports et une absence totale de changement fondamental au sein du système de carrière. La dernière étude financière a été conçue pour que l'OEB apparaisse comme pauvre, et vise à réduire plus encore les avantages du personnel (salaires, retraites, allocations, etc.) afin de faire face à cette « infortune ». (...)

D'après le sondage mené auprès du personnel de l'OEB stipulé ci-dessus (**qui fait également l'objet d'un article sur ce blog**), quatre membres du personnel sur dix affirment rencontrer des obstacles considérables pour effectuer leur travail correctement. Ils ont une image très négative de l'efficacité de la gestion mise en place, et une très faible confiance à l'égard des décisions prises par la haute direction. Seuls 39 % d'entre eux estiment être traités avec respect.

En attendant, le président de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (**FICSA**), qui représente les intérêts de plus de 20 000 membres de la fonction publique internationale, a également écrit à M. Campinos pas plus tard qu'hier, pour exprimer sa « profonde inquiétude quant au manque flagrant de progrès significatifs dans le dialogue social au sein de l'OEB qui a été porté à la connaissance de la FICSA ».

Conformément à la réglementation de l'OEB, l'organisation d'une grève peut prendre plus d'un mois. L'USOEB veut que la grève se déroule lors de la prochaine réunion du Conseil administratif qui se tiendra les 26 et 27 juin 2019. Le mouvement de grève est soumis à un vote du personnel, qui doit être organisé par l'administration avant le 16 juin prochain.